

MÉDICAMENTS

L'avertissement de Djamel Ould Abbès

«Faites attention ! Si vous n'arrivez pas en 2014 à fabriquer plus que vous importez, je vous arrête.» Hier à l'ouverture du 3^e Salon international du médicament générique en Algérie alGeneric, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Djamel Ould Abbès, a choisi le stand du laboratoire jordanien Hikma pour passer cet avertissement.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Ce n'est pas le seul laboratoire qui importe plus qu'il ne fabrique ses produits commercialisés en Algérie et l'avertissement est valable pour tout le monde. L'Etat projette, d'ici à 2014, à couvrir au moins 70 % des besoins nationaux par la production locale.

Or, en 2011, la part de la production locale dans le marché du médicament dépasse à peine les 43 % dont 31,8 % de médicaments génériques fabriqués, 5 % de médicaments génériques conditionnés et 6,3

% de princeps fabriqués ou conditionnés. Le reste est importé. Soit 46,7 % de princeps et 10,1 % de médicaments génériques.

Comparativement à 2010, la fabrication locale a, néanmoins, augmenté de 70 %, soit une production supplémentaire d'une valeur de près de 300 millions d'euros.

De même que la facture globale du médicament a augmenté de 18,6 % par rapport à 2010, soit de 327 millions d'euros. «Je suis au ministère de la Santé depuis une année et



Djamel Ould Abbès.

demie seulement et je vais appliquer la loi», a encore averti le ministre. «La consommation

de médicaments génériques en Algérie touche déjà plus de 30 % des patients traités. Une ten-

dance qui devrait s'accroître du fait de l'importance des investissements en cours dans le secteur du générique et l'interdiction d'importation de médicaments au fur et à mesure que leurs équivalents génériques sont produits en Algérie», note-t-on dans le communiqué de presse diffusé par les organisateurs du Salon.

Placée sous le thème «le générique, un médicament pour tous !», la troisième édition d'alGeneric, qui se déroulera jusqu'au samedi 10 mars au pavillon S de la Safex (Palais des expositions des Pins-Maritimes, à Alger), verra cette année l'organisation de «formations officielles ainsi que des formations dédiées à l'industrie pharmaceutique», en plus des institutionnelles et celles des opérateurs.

L. H.

IL RENOUERA AVEC LA CONTESTATION DÈS DIMANCHE

Le SNPSSP maintient la pression

Le ton monte entre le président du SNPSSP et le ministre de la Santé. Fort de l'adhésion des praticiens spécialistes au mouvement de grève, le D^r Yousfi tient à témoin l'opinion publique, dénonce des mesures iniques contre les grévistes et défie Ould Abbès de prouver que les revendications des spécialistes ont été prises en charge. Le SNPSSP ne baisse pas les bras. La grève sera reconduite la semaine prochaine.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Le président du SNPSSP est catégorique : le ministre de la Santé ne voue aucune considération aux praticiens spécialistes, en témoignent les mesures prises à l'encontre des grévistes. Le ministère avait, en

effet, demandé à l'ensemble des directeurs des hôpitaux de faire un listing détaillé des spécialistes en grève en précisant leurs grades. Une mesure qui, selon le président du SNPSSP, est le prélude à des sanctions. Le D^r Yousfi se dit d'ailleurs le premier ciblé puisque le responsable de la structure où il exerce à

Boufarik a été sommé de présenter ladite liste à la tutelle. Que compte faire cette dernière ? «Qu'ils nous licencient tous et que le ministre gère l'hôpital», répond, ironique, le D^r Yousfi qui explique que cette mesure est anticonstitutionnelle puisqu'elle remet en cause le droit à la grève reconnu par les textes qui régissent la relation de travail. Si ces licenciements devaient effectivement se faire, le ministère mettrait les structures de santé en état de non-gérance. «Une première», commente le président du SNPSSP, irrité par les propos du ministre de la Santé qui affirmait que seules

deux revendications étaient toujours en suspens. «Allégations !», répond Yousfi qui apporte la contradiction en affirmant que c'est la même plate-forme de revendications, objet de plusieurs mouvements de protestation, qui est toujours d'actualité. Pourtant, dit-il, lorsqu'en octobre dernier, lors d'une entrevue avec le premier responsable du secteur, Djamel Ould Abbès s'était engagé à régler dans les meilleurs délais tous les problèmes posés par le syndicat, donnant comme garantie ultime «sa parole d'homme». Le D^r Yousfi s'est demandé hier où était passé l'homme qui il y a

tout juste quelques mois faisait tant de promesses et qui, aujourd'hui, jette l'opprobre sur les praticiens spécialistes en affirmant que leurs salaires avaient doublé et qu'ils avaient reçu des rappels astronomiques. Pour rappeler au bon souvenir du ministre qu'ils avaient encore une plate-forme de revendications à défendre, les spécialistes renoueront dès dimanche prochain avec la protestation. Une grève de trois jours est prévue et il n'est pas exclu que le conseil national qui se réunit demain décide d'entreprendre d'autres formes de protestation.

N. I.

BULLETIN MÉTÉO
SPÉCIALPluies et grêle
au Centre, à l'Est
et au Sud

De fréquentes pluies accompagnées parfois de grêle affecteront les régions du Centre, de l'Est et du Sud, à partir de mercredi, jusqu'au vendredi, a indiqué hier l'Office national de météorologie (ONM) dans un Bulletin météorologique spécial (BMS). Pour la région du centre et de l'est du pays, ces précipitations qui sont valides du mercredi à 12h jusqu'au jeudi à 9h concerneront les wilayas de Tipasa, Blida, Alger, Boumerdès, Bouira, Tizi-Ouzou, Béjaïa et Jijel, ajoute-t-on de même source.

Les cumuls de pluies estimés atteindront ou dépasseront localement 40mm, précise l'ONM pour les régions du Centre et de l'Est. S'agissant de la région du Sud, ces pluies sévront dans le nord de Tamarasset, le nord d'Illizi, Ouargla et El Oued du jeudi à 3h du matin jusqu'au vendredi à 15h. Les cumuls de pluies dans ces régions atteindront ou dépasseront localement 30 mm, ajoute l'ONM.

La compagnie d'assurances privée Alliance Assurances pourrait s'associer au Fonds national de l'investissement (FNI) en tant que partenaire dans la filiale projetée dans l'assurance des personnes.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le P-dg d'Alliance Assurances a laissé entendre, hier, à l'occasion d'une conférence de presse consacrée à la présentation d'une nouvelle offre d'assurance automobile. Selon Hassan Khelifati, ce partenariat privé / Fonds public, objet d'une demande récente, pourrait constituer une alternative si le projet de partenariat avec l'assureur tunisien Maghreb, filiale du n°1 européen Generali n'aboutissait pas.

Dans la mesure où sa compagnie avait signé un protocole de partenariat avec Maghreb, à hauteur de 34% pour ce dernier,

Hassan Khelifati a rappelé que ce dossier a été présenté, en octobre dernier, à l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI) pour être transmis au Conseil national de l'investissement (CNI).

Mais, début 2012, Alliance Assurances a dû transmettre ce dossier à la direction des assurances au ministère des Finances et reste en attente de son aval.

Néanmoins, Alliance Assurances est disposée à distribuer les produits d'assurance vie à d'autres compagnies, à travers son réseau d'agences, au design renouvelé, au nombre de 120 actuellement et susceptible de tripler d'ici 2015 dans le cadre de son programme stratégique.

En attendant, et malgré un environnement externe «des plus défavorables et des plus subjectifs», dira Hassan Khelifati, l'assureur privé poursuit sa dynamique de développe-

ment, en misant sur davantage de proximité avec la clientèle, l'innovation régulière, la célérité dans l'indemnisation et un prix «juste» et lié à la nature du risque.

Et d'autant qu'Alliance Assurances, selon son P-dg ainsi que le vice-président exécutif, Nabil Adel, entend conforter son statut d'assureur préféré des Algériens, de meilleur indemniser du marché. Et c'est dans le domaine de l'assurance automobile où cette démarche est justement valorisée, Alliance Assurances lançant une nouvelle offre, OTO Plus, avec trois déclinaisons, OTO Plus Raha, OTO Plus Amane et OTO Plus Laki, cette dernière étant spécifique à la gent féminine.

Outre la proximité linguistique avec les Algériens, cette triple offre comporte une couverture tous risques, une prise en charge globale et plus raide des sinistres ainsi que l'assistance

auto les 0 km sans franchise. Selon le staff dirigeant d'Alliance Assurances, les nouvelles offres n'impliquent pas de changement de tarification mais des prestations autres.

En ce sens, l'on entend à Alliance Assurances ne pas participer à «la guerre des tarifs» même si «les compagnies frôlent l'asphyxie financière à cause de la sous-tarification assurantielle», dira Hassan Khelifati.

Et même si les assureurs privés dont Alliance Assurances subissent une exclusion avérée, en raison notamment des pratiques d'un réseau bancaire (public s'entend) «sans base légale».

Et d'autant que les banques ne sont pas assez réactives pour animer sur le marché secondaire la cotation du titre Alliance Assurances, introduit à la Bourse d'Alger en mars 2011 et resté depuis «stable»,

C. B.

COUVERTURE DES PERSONNES

Alliance Assurances pourrait
s'associer au FNI